



# Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale  
22 août 2014  
Français  
Original: anglais

---

## Comité des droits de l'enfant Soixante et unième session

### Compte rendu analytique de la 1738<sup>e</sup> séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 25 septembre 2012, à 10 heures

*Président:* M. Zermatten

## Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties (*suite*)

*Deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques de l'Albanie soumis en un seul document*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-46204 (EXT)



\* 1 2 4 6 2 0 4 \*

Merci de recycler 



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Examen des rapports soumis par les États parties (suite)**

*Deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques de l'Albanie soumis en un seul document (CRC/C/ALB/2-4; CRC/C/ALB/Q/2-4 et Add.1)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation albanaise prend place à la table du Comité.*
2. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) dit que son gouvernement a récemment mis en place divers dispositifs visant à renforcer son cadre de protection des droits de l'enfant. En 2010, il a adopté une loi sur la protection des droits de l'enfant qui définit ces droits en Albanie et prévoit la création de mécanismes institutionnels pour les sauvegarder et leur donner effet aux niveaux de l'individu, de la famille, de la communauté et du pays. La loi oblige les institutions nationales et locales compétentes à coordonner leur travail, y compris avec les organisations de la société civile.
3. Les institutions nationales comprennent le Conseil national pour la protection des droits de l'enfant, organe consultatif auprès du Conseil des ministres, et l'Office public de protection des droits de l'enfant. La coordination des mesures de protection des droits de l'enfant incombe à un ministre; actuellement ce rôle est dévolu au Ministre du travail, des affaires sociales et de l'égalité des chances. En outre, des unités des droits de l'enfant ont été créées dans 11 des 12 régions du pays, et des services de protection de l'enfance sont mis en place au niveau municipal.
4. Pour satisfaire à l'une des conditions d'accès au statut de candidat à l'Union européenne, l'Albanie a adopté en 2012 le Plan national d'action pour les enfants pour la période 2012-2015, fondé sur les évaluations de la mise en œuvre de la Stratégie nationale en faveur des enfants pour la période 2005-2010 et sur les études concernant la situation des enfants en Albanie. Un programme de réduction de la malnutrition infantile élaboré en 2010 a été suivi en 2012 par une campagne nationale de sensibilisation sur l'amélioration de l'alimentation des nourrissons et des enfants. La prévalence des hypotrophies nutritionnelles jusqu'à l'âge de 5 ans et celle de l'insuffisance pondérale des nouveau-nés ont été réduites environ de moitié entre 2000 et 2009. Les taux de vaccination infantile restent à des niveaux satisfaisants.
5. Une loi relative au système d'enseignement pré-universitaire, adoptée en 2012, met en place diverses mesures en faveur des enfants handicapés, notamment des programmes individualisés et des matériaux et outils didactiques appropriés. Des efforts sont faits pour permettre aux enfants d'aller à l'école maternelle au moins un an avant de débiter l'enseignement primaire. Des manuels gratuits sont fournis aux enfants de familles pauvres et aux enfants roms scolarisés dans le cadre de la scolarité obligatoire. M<sup>me</sup> Kodra fait remarquer que la non-scolarisation dans l'enseignement obligatoire résulte souvent de l'absence d'enregistrement à l'état civil. Pour favoriser l'enregistrement des enfants, les procédures administratives ont été simplifiées.
6. Une réforme récente du système des services sociaux vise à améliorer l'aide aux familles et aux enfants nécessiteux en élargissant le groupe cible pour y inclure les enfants orphelins et victimes de violence familiale, en renforçant le programme d'aide économique pour prendre en compte les besoins nutritionnels, sanitaires et éducatifs des enfants nécessiteux, en institutionnalisant les services d'accueil et en luttant contre l'exclusion et la discrimination de certaines personnes et de certains groupes dans le besoin. Un arrêté conjoint sur la protection des droits des enfants exposés à diverses formes d'abus impose une collaboration entre la police et les agents des services de protection sociale pour

identifier les enfants des rues et les placer sous protection. Un plan d'application a été rédigé.

7. **M. Cardona Llorens** (Rapporteur pour l'Albanie), louant l'État partie pour les progrès accomplis au cours des dernières années en matière de protection et de promotion des droits de l'enfant, dit qu'au nombre des avancées notoires figurent la loi sur la protection des droits de l'enfant qui incorpore toutes les dispositions de la Convention, et diverses mesures de lutte contre la discrimination et la violence familiale. Il y a lieu de se féliciter de la ratification par l'État partie de deux des Protocoles facultatifs à la Convention et M. Cardona Llorens demande si l'État partie signera et ratifiera prochainement le troisième Protocole.

8. Supposant que la demande d'adhésion de l'État partie à l'Union européenne contribue à la récente profusion de lois et de programmes relatifs aux droits de l'enfant, le rapporteur dit que, pour être utiles, ces lois et ces programmes doivent être appliqués et des ressources allouées à cette fin, s'agissant par exemple du Plan d'action national pour les enfants pour la période 2012-2015. Celui-ci inclut-il des indicateurs d'évaluation et dans l'affirmative, de quel type? Des examens intérimaires sont-ils prescrits? Le rapporteur souhaite également savoir si les moyens techniques, pratiques et financiers nécessaires ont été définis et des crédits affectés.

9. L'article 4 de la Convention impose aux États parties d'entreprendre toutes les mesures appropriées législatives, administratives et autres, pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la Convention, pourtant semble-t-il l'Albanie n'évalue pas systématiquement l'impact potentiel sur les enfants des décisions budgétaires adoptées. Durant la période 2008-2009, la part du budget de l'État allouée aux domaines touchant au bien-être de l'enfant a notablement diminué. Qui plus est, le budget de l'État n'a aucune ligne de crédit spécifiquement allouée aux services sociaux essentiels et à la protection de l'enfance. Le rapporteur demande si l'État partie a défini des postes budgétaires en faveur des enfants en danger et les a spécifiquement affectés pour qu'ils ne soient pas supprimés dans le futur.

10. Outre la question du financement, une action coordonnée des services gouvernementaux s'impose, à des fins d'efficacité. L'Office public de protection des droits de l'enfant semble correctement doté en personnel mais il nécessiterait des ressources complémentaires à l'avenir.

11. La manière dont le Ministère du travail, des affaires sociales et de l'égalité des chances coordonne les activités des divers organes et programmes traitant de questions touchant aux droits de l'enfant, n'est pas claire. Quelles sont les mesures en place pour éviter les chevauchements d'activités? Leur mise en œuvre doit également s'accompagner d'une évaluation indépendante.

12. Selon les informations communiquées au Comité, le poste de Médiateur est resté longtemps vacant et les activités de ce bureau, notamment celles de sa sous-section relative aux droits de l'enfant, sont dans l'impasse. Le rapporteur demande à l'État partie de s'exprimer à ce sujet.

13. Il souhaite savoir quelles sont les mesures en place pour promouvoir la connaissance de la Convention dans le public en général et chez les enfants en particulier.

14. Bien que le Code de la famille et la loi sur la protection des droits de l'enfant définissent les personnes de moins de 18 ans comme des enfants, dans la pratique les mineurs de moins de 18 ans sont considérés comme des adultes dans certains cas. Le rapporteur est particulièrement frappé par les articles 100 et 101 du Code pénal qui, notamment, interdisent les relations sexuelles avec des filles qui n'ont pas encore atteint l'âge de la puberté. Les articles en question accordent une protection insuffisante aux jeunes filles qui, en cas d'abus sexuels, sont considérées comme adultes dès la puberté.

15. Le Comité se dit préoccupé par la persistance dans les zones rurales de la discrimination à l'encontre des enfants roms, des enfants handicapés, des filles et des enfants en général, malgré son interdiction par la Constitution. Le rapporteur demande quelles sont les mesures pratiques mises en place pour la prévenir.

16. Les châtiments corporels semblent couramment pratiqués à la maison et dans les écoles et les établissements similaires en Albanie, et ils paraissent largement considérés comme bénéfiques aux enfants. En vertu de la Convention cependant, toute violence et abus exercés à l'encontre d'enfants doivent être expressément interdits par des lois et des mesures adoptées à cette fin. Le rapporteur attire l'attention sur des pratiques telles les crimes d'honneur et il demande quels sont les efforts engagés par l'État partie pour les prévenir et les éliminer, de même que d'autres pratiques nocives tels les mariages précoces. Ces derniers sont encore pratiqués dans les communautés roms et acceptés en vertu du droit coutumier, et il souhaite savoir comment l'État partie traite cette question.

17. Le rapporteur demande quelles sont les mesures prises pour empêcher les mauvais traitements infligés aux enfants dans les centres de détention de la police. Il souhaite savoir si la détention de mineurs consécutive aux manifestations du 21 janvier 2011 a fait l'objet d'une enquête et dans l'affirmative qu'elle en a été l'issue.

18. **M. Madi** déclare que bien que l'adoption en 2009 d'une loi sur les bureaux d'état civil soit louable, le Comité s'inquiète du fait que l'obtention d'un certificat de naissance implique encore l'acquittement de frais. Cette obligation pose problème pour les enfants de familles pauvres, les enfants roms et les enfants nés dans des familles de migrants ou à l'étranger, car la possession d'un certificat de naissance est indispensable pour pouvoir accéder à certains services et équipements. Bien que les consulats albanais à l'étranger aient reçu des instructions relatives au traitement de ces cas, il s'agit d'une mesure palliative; les autorités devraient mettre en place un système universel d'enregistrement des naissances.

19. **M. Madi** souhaite aussi développer les questions relatives aux châtiments corporels posées par **M. Cardona Llorens**. L'État partie a-t-il rejeté la recommandation formulée dans le cadre de l'Examen périodique universel concernant l'interdiction express en tout lieu des châtiments corporels. La loi sur le système d'enseignement pré-universitaire ne fait aucunement référence à un mécanisme de prévention de la violence exercée contre les enfants dans les écoles, ni à des sanctions imposées aux enseignants qui y ont recours. L'État partie prévoit-il l'adoption d'une législation de ce type?

20. **M. Kotrane**, notant que la Constitution albanaise prévoit la primauté des instruments internationaux sur la législation interne, demande si une législation mettant en œuvre les dispositions de la Convention existe, et si la Convention a été invoquée lors de décisions juridictionnelles. S'agissant de la persistance du droit coutumier, il demande comment les juges résolvent les conflits entre celui-ci et la législation étatique.

21. Il demande si les enfants issus de groupes vulnérables sont représentés dans les parlements des jeunes, notant que les exercices impliquant la participation des mineurs aux processus décisionnels ne sont quelquefois pas purement symboliques.

22. **M<sup>me</sup> Al-Shehail** demande si le Commissariat à la protection contre la discrimination est doté d'un budget annuel protégé. Citant les cas des enfants roms et des enfants des communautés égyptiennes, elle souhaite connaître les mesures prises pour répondre aux besoins des groupes minoritaires qui souffrent de discrimination dans la société albanaise.

23. **M<sup>me</sup> Al-Asmar** signale que le Comité a appris que les parlements des jeunes mentionnés dans le rapport excluaient les enfants roms, les enfants des régions rurales et les enfants handicapés. Elle demande de quelle manière sont choisis les membres de ces parlements.

24. Bien qu'en vertu du Code de la famille les enfants soient habilités à être entendus devant la justice, le Comité a reçu des informations selon lesquelles ce droit était surtout respecté dans les affaires pénales et rarement dans les affaires familiales. Elle souhaite obtenir des statistiques sur le nombre d'affaires familiales dans lesquelles l'avis des enfants a été entendu. Enfin, le Comité a appris auprès d'enfants qu'ils avaient rarement l'occasion d'être entendus à l'école ou dans les structures de prise en charge de remplacement. M<sup>me</sup> Al-Asnar demande à la délégation de s'exprimer à ce sujet.

25. **M. Gastaud** demande si des dispositifs ont été mis en place pour évaluer les résultats des mesures de diffusion de la Convention, telles la communication d'informations et l'organisation de formations à l'intention des policiers, des juges et des magistrats. Il souhaiterait connaître les résultats de ces évaluations potentielles, comme les éventuelles mesures ultérieures prises pour adapter ces programmes. S'agissant du droit de l'enfant d'être entendu, il observe que le Code de la famille ne couvre pas toutes les situations dans lesquelles l'avis de l'enfant devrait être entendu – dans le domaine de l'éducation par exemple. Quels sont les mécanismes et procédures en place pour garantir l'exercice de ce droit?

26. Il demande si la permanence téléphonique réservée aux enfants est accessible sur tout le territoire albanais ou simplement dans les principales villes; il demande aussi qui répond aux appels et quelle suite est donnée aux appels reçus. S'agissant du droit à la vie privée, il approuve la législation adoptée concernant les données personnelles, mais demande des informations complémentaires sur les mesures de protection de l'identité des enfants impliqués dans des procédures juridiques.

27. **M<sup>me</sup> Nores de García** approuve la loi de 2008 portant modification de la loi sur l'état civil de 2002 qui a permis l'enregistrement de milliers d'enfants albanais, et les efforts de l'État partie pour réduire les amendes infligées en cas de déclaration tardive. Elle souhaite cependant connaître les mesures adoptées pour permettre aux enfants issus des minorités ethniques et des communautés égyptiennes d'avoir pleinement accès aux services sanitaires et éducatifs.

28. Certaines informations laissent entendre que malgré tous les efforts de l'État partie, la corruption reste un problème en Albanie. M<sup>me</sup> Nores de Garcia demande quelles sont les mesures prises pour garantir que les financements et les politiques publiques bénéficient à tous les enfants sur l'ensemble du territoire albanais.

29. **M. Pollar** déplore le manque d'informations sur la mise en œuvre de la stratégie de protection sociale. Notant les forts taux de mortalité infantile et de décès dus à des maladies infectieuses, il demande quelles sont les mesures envisagées par l'État partie pour traiter ces problèmes. Il l'invite également à donner son avis sur le nombre de jeunes décédés suite à des accidents ou par suicide, et il s'informe de la législation en place et des mesures pratiques adoptées pour enregistrer les décès d'enfants et mener les enquêtes y relatives.

30. **M. Koompraphant** demande comment le Ministère du travail, des affaires sociales et de l'égalité des chances met en œuvre les politiques nationales et la Stratégie nationale pour l'enfance, et il souhaite avoir des informations sur la manière dont l'Agence de protection de l'enfance travaille en coordination avec les autorités locales et les unités des droits de l'enfant aux niveaux régional et municipal. Il souhaite aussi savoir comment l'État partie synchronise l'application et le contrôle de la législation traitant des droits de l'enfant et de la violence familiale, et quelle est l'organe chargé de la coordination des efforts à cet égard.

31. **M<sup>me</sup> Aidoo** demande dans quelle mesure le gouvernement prend en compte la contribution des organisations non gouvernementales (ONG) et s'il existe des possibilités d'information en retour, de dialogue ou de consultation. L'État partie n'ayant pas de système efficace de protection de l'enfance, les ONG comblent en partie cette carence, mais

elles font appel à des financements étrangers ou à des donateurs, système qui n'est pas durable et qui crée entre elles une compétition. Que fait l'État partie pour renforcer la capacité des organisations de la société civile à intervenir en tant que partenaires efficaces et durables?

32. **M<sup>me</sup> Maurás Pérez** demande si le Plan d'action pour les enfants 2012-2015 inclut la promotion des droits civils et politiques, tels les droits à l'information appropriée, à la vie privée et à la liberté d'association. Elle souhaite connaître le rôle joué par les médias dans l'État parti, notamment par l'Internet, car il semble qu'il existe peu de réglementations ayant trait aux droits de l'enfant dans ce domaine. Il semble également qu'il y ait peu de contrôle correct de la qualité et de la pertinence des programmes dédiés aux enfants.

33. Bien que l'État partie ait mentionné l'existence de mécanismes permettant aux enfants de participer au processus décisionnel, il semble qu'il y ait des carences notoires en ce qui concerne la participation des enfants à ce processus dans les écoles et dans d'autres domaines. Des informations complémentaires à ce sujet seraient appréciées.

34. **M. Guráň**, évoquant la question de l'amélioration de la connaissance de la Convention et des mesures visant à renforcer les droits de l'enfant, souhaite obtenir des informations complémentaires sur le Bureau du Défenseur du peuple (Médiateur) et sur son financement. Selon certaines informations, les mineurs sont encore mal informés de leurs droits de porter plainte et des procédures de recours existantes. Il demande combien de plaintes de mineurs ont été enregistrées et traitées, et suggère à l'État partie d'envisager la mise en œuvre d'autres campagnes de sensibilisation. M. Guran souhaite également obtenir des informations sur les unités des droits de l'enfant, y compris sur les effectifs et la formation de leur personnel, et sur leur financement. Sachant qu'elles ont été créées avec un appui extérieur, notamment celui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), il demande si l'État s'est engagé à soutenir ces unités à long terme pour assurer leur pérennité.

35. **M<sup>me</sup> Wijemanne** dit qu'il existe un lien entre violence familiale et châtiments corporels car ils ont tous deux un aspect intergénérationnel. Elle demande quels sont les programmes en place pour résoudre le problème, notamment des programmes éducatifs ou pour la jeunesse, car l'évolution des comportements doit débiter dans l'enfance. Elle souhaite aussi savoir qui intervient lorsque les plaintes sont signalées via le service d'assistance téléphonique, et si l'État partie pourrait fournir un profil général des plaintes enregistrées.

36. **M<sup>me</sup> Sandberg** attire l'attention sur les informations selon lesquelles les mères dans certaines régions du pays ne sont pas autorisées à avoir des contacts avec leurs enfants à la suite d'un divorce ou du décès de leur conjoint. Elle souhaite savoir comment l'État partie concilie cette approche avec le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant inscrit dans la Convention.

37. **M<sup>me</sup> Lee**, notant que l'Albanie est l'un des pays les plus pauvres d'Europe, demande quelles sont les mesures adoptées pour s'attaquer au problème de la pauvreté des enfants. Sachant que l'État partie n'a pas de système d'allocations familiales, elle souhaite connaître les mesures prises pour assurer un dispositif de protection sociale aux familles vulnérables.

38. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) dit que bien que le Ministère de la justice ait initié le processus permettant à l'Albanie de signer le troisième Protocole facultatif, on ne dispose actuellement d'aucune information complémentaire à cet égard. Elle assure au Comité que toute nouvelle information à ce sujet sera transmise à son secrétariat. Les réponses aux questions relatives aux affaires judiciaires seront soumises par écrit car aucun représentant du Ministère de la justice n'est actuellement présent.

39. S'agissant des ressources allouées au Plan national d'action pour les enfants 2012-2015, elle indique que l'État partie examine et revoit actuellement toutes ses procédures et lignes budgétaires. Une stratégie nationale de développement pour l'Albanie est en cours d'élaboration et des experts sont formés aux questions relatives aux ressources financières et techniques. Le Plan d'action pour les enfants est couvert par cet exercice.

40. **M. Cardona Llorens** a cru comprendre que l'État partie avait élaboré un plan d'action doté de cibles spécifiques, mais sans avoir déterminé les effectifs en personnel ou les ressources financières nécessaires à sa mise en œuvre. Ces questions seront-elles réglées ultérieurement?

41. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) dit que le Plan national d'action contient des mesures, définit des délais à sa mise en œuvre avec des indicateurs, et prévoit les ressources financières nécessaires, y compris les crédits des collectivités locales et les fonds alloués par l'UNICEF. Toutefois, au stade actuel, la mise en œuvre du plan nécessite encore un financement étranger. Un budget total de mise en œuvre a été établi mais les crédits détaillés ventilés pour chaque partie du plan n'ont pas encore été fixés et l'État partie s'y emploie actuellement. Il adopte des mesures pour clarifier les lignes budgétaires et allouer un financement plus spécifique aux enfants en danger. Bien que la portion du budget annuel consacrée à l'éducation ait réellement augmenté au cours des dernières années, une comparaison du produit intérieur brut national avec le budget de l'éducation a révélé une diminution en 2010 et 2011, en raison de l'incidence de la crise économique en Albanie.

42. **M<sup>me</sup> Nores de García** dit que même en période de crise, il est important de continuer à consacrer des fonds à l'éducation et aux autres mesures concernant les enfants.

43. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) déclare qu'elle a simplement cherché à expliquer la situation sur le terrain en Albanie.

44. **M<sup>me</sup> Pashaj** (Albanie) dit que différents ministères coordonnent les stratégies déployées dans le domaine des droits de l'enfant, en tenant compte des documents y relatifs concernant l'intégration à l'Union européenne. Le Plan national d'action s'appuie sur les dispositions de la législation albanaise de protection de l'enfance mise en vigueur à la fois aux niveaux central et local. L'Office public de protection des droits de l'enfant est l'autorité exécutive chargée de la coordination et du suivi de la législation nationale et du plan d'action. Des mesures sont adoptées pour promouvoir à la fois la loi et le plan d'action dans toutes les régions, en coopération avec les autorités locales.

45. **Le Président** demande si une évaluation provisoire initiale de la nouvelle législation relative aux droits de l'enfant et des structures organisationnelles et de coordination récemment créées, a été effectuée et dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions.

46. **M<sup>me</sup> Pashaj** (Albanie) dit que les activités visant à promouvoir la nouvelle législation et le Plan national d'action sont en cours et impliquent des efforts non seulement pour créer les mécanismes nécessaires, mais également pour concevoir des mesures de renforcement des capacités au niveau local. L'Albanie prévoit également la mise en place dans chaque région d'un plan d'action pour les enfants, objectif qui a déjà été atteint dans trois régions.

47. **M. Koompraphant** souhaite obtenir des précisions concernant le travail de l'Office public de protection des droits de l'enfant, car celui-ci semble agir à deux niveaux, à savoir la mise en œuvre des politiques nationales et l'offre de services aux enfants et aux familles. Comment délègue-t-il sa responsabilité aux autorités locales et comment coordonne-t-il son travail avec celles-ci?

48. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) dit que bien que les efforts de coordination impliquent les ministères concernés, les autorités locales et la société civile, l'Office public a la responsabilité globale de la mise en œuvre des politiques et des plans, avec un réseau au

niveau régional. L'Albanie est actuellement en voie de décentralisation, de sorte que chaque région a des équipes décisionnelles intersectorielles dirigées par les coordonnateurs régionaux pour harmoniser les efforts de toutes les parties prenantes dans des domaines tels les services éducatifs, sociaux et sanitaires. Un niveau important de responsabilité est délégué aux autorités locales. Les unités des droits de l'enfant soumettent des rapports semestriels sur l'application du Plan national d'action au niveau local, et les unités de protection de l'enfance communiquent des informations traitant de l'orientation des enfants en danger. La collecte des données est centralisée et l'information obtenue est analysée et sert à évaluer la mise en œuvre et le suivi des mesures relatives à la fois à la législation et au Plan d'action.

49. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) indique que les fonctionnaires chargés de la protection de l'enfance qui travaillent dans les municipalités font rapport à l'Office public de protection des droits de l'enfant, lequel fait ensuite rapport au Conseil national de protection des droits de l'enfant. Celui-ci est chargé de décider de la manière dont seront mises en œuvre les politiques pertinentes. Le Ministère de la justice réexamine actuellement la définition de l'enfant dans le cadre du Code pénal. Un amendement au Code du travail qui relève de 14 à 15 ans l'âge auquel les mineurs peuvent commencer à travailler doit également être approuvé.

50. Tel qu'indiqué au paragraphe 26 des réponses écrites, une base de données relatives à toutes les communautés roms installées en Albanie a été créée; elle dresse la carte des lieux où elles vivent et recense les services disponibles dans le voisinage immédiat. C'est un outil utile pour les autorités éducatives car il permet de savoir où se trouvent les enfants roms non scolarisés. Actuellement, entre 15 000 et 20 000 Roms vivent en Albanie.

51. Le gouvernement est conscient de la nécessité d'adopter d'autres mesures pour combattre la discrimination à l'encontre des enfants des minorités, notamment des Roms, et des enfants handicapés. La loi contre la discrimination de 2010 a porté création du poste de Commissaire à la protection contre la discrimination, opérationnel depuis la mi-2011, et qui dispose de son propre budget et du personnel nécessaire. Bien que les autorités n'aient constaté aucun cas spécifique de mariage précoce, même dans les zones rurales, elles savent que celui-ci est habituel dans la population rom et elles adoptent des mesures pour y faire obstacle.

52. **M<sup>me</sup> Kamani** (Albanie) dit que le programme national de réduction du taux d'abandon scolaire met l'accent sur les enfants de la communauté rom et les enfants handicapés. Le Plan d'action albanais pour la Décennie de l'inclusion des Roms comprend un chapitre sur l'éducation. Actuellement, presque 69 % des enfants âgés de 3 à 18 ans sont scolarisés. Le Ministère de l'éducation a collecté des données depuis 2009, ventilées par sexe, âge, type de handicap et groupe minoritaire, qui lui ont permis d'améliorer l'accès à l'éducation des enfants roms. L'équipement scolaire est gratuit pour de nombreux écoliers du primaire et du secondaire, notamment pour les orphelins, les enfants dont les familles perçoivent des prestations sociales, ceux dont les parents sont handicapés, et ceux issus de foyers dans lesquels le soutien de famille gagne moins de 300 dollars par mois. Suite au succès des projets pilotes lancés par la société civile, le Conseil des ministres a décidé de fournir des repas gratuits dans les écoles à forte population rom pour encourager les enfants roms à aller à l'école.

53. **M. Cardona Llorens** prie l'État partie de lui fournir des informations complémentaires sur les mesures visant à éliminer la discrimination à l'encontre des filles. Le taux d'abandon scolaire chez les filles issues des régions montagneuses et rurales de l'État partie est alarmant.



54. **M<sup>me</sup> Kodra** (Albanie) dit que le Ministère de l'éducation et les autorités éducatives locales assurent le transport scolaire pour permettre aux nombreux enfants qui ont une grande distance à parcourir pour aller à l'école, d'avoir accès à l'éducation.

55. Une législation a été adoptée en 2006 pour protéger les femmes et les enfants de la violence familiale. Un mécanisme d'orientation est actuellement mis en place qui servira de cadre aux responsables locaux de la santé, de l'éducation et des services sociaux pour examiner les cas potentiels de violence familiale ou institutionnelle. Les victimes seront ensuite suivies par des spécialistes, psychologues et enseignants notamment. Un centre dispense aide et conseils aux femmes qui ont fait l'objet d'une ordonnance de protection et à leurs enfants. En vertu d'un amendement du Code pénal en 2011, des ordonnances de protection sont à présent délivrées dans les 24 heures pour les enfants. Les enseignants sont tenus de signaler à la police tout cas potentiel de violence familiale ou institutionnelle exercée à l'encontre d'un enfant.

56. **M. Zhurka** (Albanie) dit que tout type de violences physiques et psychologiques infligées à des enfants par les membres de la famille, y compris les châtiments corporels, sont interdits par la loi. En vertu des amendements au Code pénal adoptés en février 2012, la violence familiale est une infraction pénale, de même que la maltraitance physique ou psychologique des enfants par leurs parents, grands-parents, frères et sœurs, tuteurs légaux ou autres personnes qui ont la charge d'enfants. Ces infractions sont passibles de peines de prison allant de trois mois à deux ans.

57. **Le Président** demande la raison pour laquelle l'État partie a rejeté la recommandation d'interdiction spécifique des châtiments corporels formulée dans le cadre de l'Examen périodique universel.

58. **M. Qerimaj** (Albanie) dit que le gouvernement a accepté la grande majorité des recommandations émanant de l'Examen périodique universel. Aucune recommandation relative aux châtiments corporels n'a été rejetée.

59. **M. Cardona Llorens** souhaite savoir quelle aide l'État fournit aux familles démunies pour leur permettre de garder leurs enfants plutôt que de les abandonner à des institutions. Il semble qu'un grand nombre d'institutions n'acceptent que les enfants d'un âge spécifique, ce qui signifie une séparation des fratries. Il demande si l'intérêt supérieur de l'enfant ne serait pas davantage respecté si celles-ci restaient unies.

60. Il serait utile de savoir s'il existe un mécanisme pour garantir que les parents qui divorcent versent une pension alimentaire, et si celle-ci fait partie de la convention de divorce. Il serait également utile d'avoir des données sur le nombre d'enfants handicapés scolarisés et de connaître les mesures adoptées pour leur rendre les écoles accessibles. Le Comité aimerait se voir préciser les mesures appliquées pour abaisser le taux de l'abandon scolaire, en particulier dans le secondaire.

61. M. Cardona Llorens demande quelles sont les mesures d'action positive mises en place par l'État partie pour protéger les enfants qui vivent dans la rue, notamment ceux qui mendient. Il demande confirmation du fait que quelque 60 % des enfants privés de liberté se trouvent en détention provisoire. Dans l'affirmative, il serait utile de connaître les mesures appliquées pour accélérer la procédure judiciaire. De même, il demande quelles sont les dispositions adoptées pour accélérer la procédure juridique et permettre aux adoptions nationales d'aboutir une fois trouvée la famille qui convient.

62. **M<sup>me</sup> Lee** demande si l'enseignement obligatoire est gratuit à tous les niveaux. Elle souhaite savoir si l'État partie peut démontrer que son projet d'éducation de la «Deuxième chance» a réussi à réintégrer des enfants en situation d'abandon scolaire. Il serait utile de savoir si tous les enfants bénéficient du transport scolaire. Elle aimerait également avoir des précisions sur les mesures adoptées pour améliorer l'infrastructure scolaire dans les zones

rurales afin que les élèves, en particulier les filles, n'abandonnent pas l'école en raison d'équipements médiocres, par exemple pour cause d'absence de sanitaires convenables. Elle s'enquiert de la gratuité du matériel scolaire pour les enfants des minorités et demande si certains enseignants se font rémunérer pour des activités extrascolaires ou des cours du soir. Les enseignants qui travaillent dans l'État partie sont-ils tous dûment qualifiés? Elle souhaite savoir si les enfants demandeurs d'asile qui n'ont ni diplôme ni preuve de leur niveau éducatif, ont accès aux écoles albanaises.

63. Un complément d'informations sur les éventuelles difficultés auxquelles se heurtent les mineurs non accompagnés pour trouver un tuteur légal lorsqu'ils arrivent dans l'État partie, serait très apprécié. M<sup>me</sup> Lee aimerait également avoir des précisions sur le traitement accordé à ces enfants par les gardes-frontière, en particulier suite aux informations selon lesquelles en 2011, quelque 18 mineurs ont été placés en détention à leur arrivée dans l'État partie.

64. **M. Kotrane** demande quelles mesures concrètes l'État partie met en œuvre pour éviter aux enfants de travailler ou d'être économiquement exploités dans le secteur informel. Il souhaite savoir si le gouvernement prévoit d'accroître le nombre d'inspecteurs du travail pour faciliter cette tâche.

65. Le Comité aimerait avoir des précisions sur la période maximum pendant laquelle les mineurs peuvent être interrogés en l'absence d'un avocat ou d'un membre de leur famille, et obtenir des informations complémentaires sur les mesures adoptées pour que les mineurs détenus dans les commissariats soient toujours séparés des adultes. M. Kotrane demande si les mineurs sont entendus par des spécialistes formés au traitement des délinquants juvéniles à tous les stades de la procédure juridique y compris l'interrogatoire, la détention provisoire, l'audience au tribunal et le jugement.

66. **M<sup>me</sup> Sandberg** demande quelles sont les structures en place pour permettre aux enfants de rester en relation avec leurs deux parents si ces derniers divorcent. Elle souhaite en particulier savoir s'il existe des services de médiation pour les parents et si un dispositif permet à l'enfant de rester en contact avec le parent qui n'a pas obtenu la garde. Il serait intéressant de connaître les éventuelles alternatives à l'emprisonnement pour les femmes qui ont des enfants, car souvent elles n'ont d'autre choix que de les prendre avec elles. M<sup>me</sup> Sandberg souhaite obtenir des précisions sur les réglementations concernant la détention des mineurs demandeurs d'asile âgés de plus de 16 ans et de moins de 16 ans. Elle aimerait également avoir des informations complémentaires sur la manière dont l'intérêt supérieur de ces enfants est pris en compte lors du processus d'entretien et sur l'hébergement et les soins de santé qui leur sont proposés.

67. **M. Madi** demande si l'État partie dispose de données sur l'application par les tribunaux des réglementations relatives au travail des enfants. Sachant qu'un grand nombre d'enfants sont décédés lors d'une explosion à la base militaire de Gërdec en 2008, il aimerait avoir des précisions sur la politique de l'emploi du Ministère de la défense, lequel a semble-t-il recruté des mineurs pour travailler à la base.

*La séance est levée à 13 heures.*